

NIGERIA

**MASSACRE DE CHRÉTIENS —
WASHINGTON FRAPPE FORT ET IMPOSE
DES RESTRICTIONS DE VISAS À
PLUSIEURS RESSORTISSANTS NIGÉRIANS**

CAMEROUN

**ANICET EKANE, FIGURE DE LA GAUCHE
NATIONALISTE ET SOUTIEN D'ISSA
TCHIROMA BAKARY, MEURT EN
DÉTENTION**

SÉNÉGAL

**LE FMI POURSUIT LES DISCUSSIONS ET
LANCE UNE ENQUÊTE INTERNE SUR LA
DETTE CACHÉE**

AFRIQUE

**LE PAPE LÉON XIV ANNONCE UNE
TOURNÉE INÉDITE SUR LE CONTINENT EN
2026 — L'ALGÉRIE, LE CAMEROUN ET LA
GUINÉE ÉQUATORIALE DANS SON AGENDA**

**GRAND
FORMAT**

**Pretoria
VS
Washington**

**SOUVERAINETÉ ET TENSIONS
AUTOUR DU G20 2026**

**ENTRÉE
LIBRE**

LES RENDEZ-VOUS SANTÉ DU CMPL

2ème Édition

THÈME

Manger Mieux Sans Se Priver

*Atelier pratique & interactif pour
adopter les bons réflexes en 2026*

**13 DÉCEMBRE 2025
À PARTIR DE 14H**

CENTRE MÉDICAL PAUL LANGERHANS (CMPL)

Cité Synatrésor, Riviera Faya
– non loin de l'école Jules Verne

Programme

1. Présentation des groupes d'aliments
2. Lecture et interprétation des étiquettes alimentaires
3. Calcul de la valeur énergétique d'un repas
4. Composition d'une assiette équilibrée



Esther L. SORO-MIA
Co-fondatrice du CMPL
Nutritionniste



 **07 10 78 14 06 / 27 22 34 55 60**

Inscrivez-vous par

Table des matières

03 EDITO

05 POLITIQUE

Plongez au cœur des dynamiques politiques du continent : entre alternances contestées, réformes institutionnelles et stratégies de pouvoir, un panorama lucide des enjeux du moment.

22 ÉCONOMIE

Décryptage des tendances économiques qui façonnent l'Afrique d'aujourd'hui — croissance, innovation, dette et nouveaux partenariats au menu de cette section essentielle.

29 GRAND FORMAT - *PRETORIA VS WASHINGTON*

Une immersion au cœur d'un moment clé de la diplomatie mondiale : comment la présidence du G20 par l'Afrique du Sud en 2025 a révélé les tensions entre le Sud global et l'Occident, avec l'exclusion du pays du sommet 2026 marquant un défi à l'hégémonie américaine.

36 SOCIÉTÉ

Regards croisés sur les mutations sociales, culturelles et générationnelles d'une Afrique en mouvement — entre traditions, modernité et nouveaux récits.

EDITO



**DR.
EMMANUEL MIAN**

Directeur de publication Hamaniè

Chaque numéro d'Hamaniè est une invitation à comprendre notre monde autrement. À prendre le temps de lire, de réfléchir, d'analyser — loin du vacarme et des réactions instantanées. Dans un contexte où l'information circule à une vitesse folle, Hamaniè choisit de ralentir pour mieux voir, mieux dire, mieux comprendre.

Notre ambition est simple : éclairer sans juger, informer sans distraire, relier sans diviser. À travers nos enquêtes, analyses et portraits, nous cherchons à donner sens à l'actualité, à valoriser les idées neuves, et à mettre en avant celles et ceux qui bâtissent l'Afrique d'aujourd'hui et de demain.

Ce numéro s'inscrit dans cette même exigence : celle de la rigueur, de la curiosité et du dialogue. Que vous soyez lecteur fidèle ou nouvel arrivant dans la communauté Hamaniè, nous espérons que ces pages nourriront votre réflexion autant qu'elles ont nourri notre passion à les concevoir.

Bienvenue dans Hamaniè — là où l'information reprend tout son sens.

Emmanuel Mian



01 NIGERIA

Massacre de chrétiens — Washington frappe fort et impose des restrictions de visas à plusieurs ressortissants nigériens

03 CAMEROUN

Décès en détention d'Anicet Ekane — Maurice Kamto dénonce un « crime d'État »

05 GUINÉE-BISSAU

Le président évincé Umaro Sissoco Embaló trouve finalement refuge à Brazzaville après le coup d'État

07 GUINÉE

Présidentielle 2025 — la campagne s'ouvre sans les principaux opposants

02 NIGERIA

Le général Christopher Musa reprend la Défense dans un climat sécuritaire explosif

04 GUINÉE-BISSAU

Après le coup d'État, la Cedeao exige la « conclusion logique » du processus électoral et un retour à l'ordre constitutionnel

06 GUINÉE-BISSAU

72 heures après le coup d'État, les militaires nomment un nouveau Premier ministre — Sonko dénonce une « combine »

08 CÔTE D'IVOIRE

Le porte-parole du PDCI-RDA, Soumaïla Bredoumy, placé sous mandat de dépôt pour « actes terroristes » et « complot »

Nigeria : Massacre de chrétiens — Washington frappe fort et impose des restrictions de visas à plusieurs ressortissants nigériens

Les relations diplomatiques entre Washington et Abuja traversent une zone de turbulences. Mercredi 3 décembre, le secrétaire d'État américain Marco Rubio a annoncé une série de restrictions de visas visant plusieurs ressortissants nigériens soupçonnés d'être impliqués dans des violences dirigées contre des communautés chrétiennes au Nigeria. Cette décision marque une nouvelle étape dans l'escalade politique initiée par le président américain Donald Trump, qui avait récemment menacé d'une intervention militaire dans le pays.

Une mesure ciblée contre les violations de la liberté religieuse

Dans un communiqué officiel, Marco Rubio précise que les personnes visées seraient liées à des actes « ordonnés, autorisés, soutenus ou commis » constituant de graves violations de la liberté religieuse. Washington estime que ces individus seraient associés aux massacres de chrétiens attribués à divers groupes violents opérant au Nigeria, notamment des islamistes radicaux, des milices peules et d'autres organisations armées présentes dans la région.

Les États-Unis affirment que ces violences, souvent perpétrées dans des zones rurales, continuent de menacer la stabilité du pays le plus peuplé d'Afrique. Pour l'administration américaine, elles s'inscrivent dans un contexte de persécution religieuse nécessitant une réaction ferme.

Des tensions ravivées par les déclarations de Donald Trump



Cette initiative américaine intervient un mois après une déclaration retentissante du président Donald Trump. Sur sa plateforme Truth Social, il avait accusé les autorités nigérianes de « tolérer les meurtres de chrétiens par des terroristes islamistes », allant jusqu'à menacer d'une intervention armée si Abuja ne renforçait pas ses efforts en matière de sécurité.

Ces propos avaient déclenché une vive controverse au Nigeria, où le gouvernement avait dénoncé des accusations « infondées », tout en réaffirmant poursuivre activement les responsables des attaques dans les zones touchées.

Onze chefs d'accusation particulièrement lourds

Abuja a confirmé l'ouverture de ces pourparlers, soulignant que l'objectif principal est de renforcer ses capacités face aux multiples menaces sécuritaires : insurrections jihadistes dans le Nord-Est, tensions communautaires dans le Centre et violences criminelles dans diverses régions du pays.

Un avenir diplomatique encore incertain

Si les restrictions de visas annoncées par Washington envoient un signal fort, elles pourraient également compliquer davantage les relations entre les deux pays, historiquement partenaires stratégiques.



Vers une coopération sécuritaire renforcée entre Washington et Abuja ?

Dans un apparent changement de ton, l'administration américaine semble désormais privilégier l'option diplomatique. Selon plusieurs sources officielles, des discussions ont été entamées entre les deux pays au sujet d'une éventuelle coopération militaire. Une délégation nigériane s'est récemment rendue à Washington afin d'explorer des pistes de collaboration dans le domaine sécuritaire : partage de renseignements, formations spécialisées et lutte contre les groupes armés.

Reste à savoir si la voie du dialogue privilégiée ces dernières semaines permettra d'apaiser les tensions ou si les pressions américaines marqueront un tournant dans la coopération sécuritaire entre les deux nations.

Nigeria : Le général Christopher Musa reprend la Défense dans un climat sécuritaire explosif

Le président nigérian Bola Tinubu a annoncé, mardi 2 décembre, la nomination de l'ancien chef d'état-major des armées, le général Christopher Musa, au poste de ministre de la Défense. Un choix hautement stratégique alors que le pays fait face à une recrudescence alarmante d'enlèvements et que l'appareil sécuritaire est plus que jamais sous pression.

Un militaire aguerri rappelé au gouvernement

Cette décision intervient quelques heures après la démission, officiellement pour raisons de santé, de Mohammed Badaru Abubakar. Pour la présidence, le général Musa, 58 ans, possède l'expertise requise pour « renforcer l'architecture sécuritaire » du Nigeria. Sa nomination doit toutefois encore être validée par le Sénat.

Le retour de ce haut gradé, qui a déjà dirigé l'état-major des armées, apparaît comme un signal de fermeté envoyé aux groupes armés qui multiplient les attaques et les raptés dans diverses régions du pays.

Une figure militaire récemment écartée

Le général Musa avait été limogé en octobre dernier, en même temps que plusieurs hauts responsables militaires. Cette décision avait coïncidé avec la propagation de rumeurs persistantes de tentative de putsch. Si le gouvernement avait catégoriquement rejeté toute idée de coup d'État, certaines sources militaires affirmaient qu'un projet de junte avait été déjoué. Sa mise à l'écart avait alors été perçue comme une opération de prévention ou de purge interne.

Son retour marque désormais un net changement de cap : Tinubu privilégie la continuité opérationnelle plutôt qu'un renouvellement profond du commandement militaire.

Une crise sécuritaire minée par les enlèvements de masse

La nomination du général Musa intervient dans un contexte d'enlèvements massifs. En deux semaines, plus de 400 personnes — dont de nombreux élèves — ont été kidnappées.

Pratique déjà répandue pour l'obtention de rançons, le phénomène connaît une amplification inquiétante. Face à cette situation, le président Tinubu a décrété l'état d'urgence sécuritaire.

Ce regain de violence survient également dans un climat diplomatique sous tension : Donald Trump, président des États-Unis, a récemment menacé d'une intervention militaire au Nigeria, accusant des groupes « islamistes radicaux » de perpétrer des « massacres de chrétiens ». Des déclarations qui ont suscité une vive controverse internationale.



Un ministère stratégique au cœur des enjeux nationaux

En rappelant Christopher Musa, Bola Tinubu mise sur l'expérience et la poigne d'un militaire qui connaît parfaitement les zones de conflit et les réseaux criminels opérant dans le pays.

Le nouveau ministre devra relever plusieurs défis majeurs : rétablir l'autorité de l'État dans les zones les plus instables, coordonner efficacement les forces armées et les services de sécurité, apaiser un climat politique fragilisé par les rumeurs de putsch et les divisions internes.

Un test politique crucial pour la présidence Tinubu et une épreuve décisive pour l'avenir du Nigeria.

Cameroun : Anicet Ekane, figure de la gauche nationaliste et soutien d'Issa Tchiroma Bakary, meurt en détention dans des circonstances encore inconnues



L'opposant camerounais Anicet Ekane, président du Mouvement Africain pour la Nouvelle Indépendance et la Démocratie (Manidem), est décédé lundi 1^{er} décembre à Yaoundé alors qu'il était en détention. La nouvelle a été annoncée par son parti, dont le vice-président Valentin Dongmo a exprimé « un profond choc » et une « grande consternation ».

Arrêté fin octobre à Douala, Anicet Ekane avait été transféré peu après vers la capitale. « Anicet Ekane est décédé ce matin à Yaoundé, où il avait été transféré après son arrestation », a indiqué M. Dongmo, sans fournir davantage de détails. Les circonstances exactes du décès demeurent inconnues, alimentant les interrogations au sein de l'opposition et de ses sympathisants.

Un militant nationaliste de longue date

Figure importante de la gauche souverainiste, Ekane était un défenseur ardent de la souveraineté politique et économique du Cameroun. Il avait également affiché un soutien appuyé à Issa Tchiroma Bakary, lui-même opposant historique au régime en place.

Une arrestation en pleine tension post-électorale

Son interpellation, le 24 octobre à Douala, était survenue dans un climat politique explosif, à la veille de la proclamation des résultats officiels de l'élection présidentielle qui ont reconduit Paul Biya, 92 ans, pour un huitième mandat. Aucune justification précise n'avait été communiquée, mais son arrestation avait aussitôt suscité l'inquiétude au sein de l'opposition, certains y voyant un acte d'intimidation politique.

Une mort qui soulève de nombreuses questions

Le décès d'Anicet Ekane en détention relance le débat sur les conditions d'arrestation et de détention au Cameroun, régulièrement dénoncées par des ONG internationales. Plusieurs voix réclament déjà l'ouverture d'une enquête indépendante afin d'établir les responsabilités et les circonstances exactes de sa mort.

Un héritage politique revendiqué

En attendant d'en savoir plus, ses partisans saluent la mémoire d'un militant déterminé, resté fidèle à ses convictions jusqu'au bout : une figure engagée du nationalisme camerounais qui rêvait d'une transformation profonde de la vie politique du pays.

Cameroun : Décès en détention d'Anicet Ekane — Maurice Kamto dénonce un « crime d'État »



La mort en détention de l'opposant camerounais Anicet Ekane, survenue lundi 1^{er} décembre à Yaoundé, a provoqué une onde de choc au sein de la classe politique et des organisations de défense des droits humains.

Âgé de 74 ans, le président du Manidem (Mouvement Africain pour la Nouvelle Indépendance et la Démocratie) était incarcéré depuis la fin octobre dans le cadre d'une enquête du Tribunal militaire portant sur des « infractions graves », selon les autorités.

Maurice Kamto s'indigne : « Ils l'ont tué »

Dans une vidéo diffusée mardi soir sur ses réseaux sociaux, le leader du MRC (Mouvement pour la Renaissance du Cameroun) a accusé les autorités d'avoir « assassiné » Anicet Ekane, mettant en cause tant les responsables politiques au pouvoir que certains acteurs de l'opposition, accusés d'avoir isolé le leader du Manidem.

« Au regard des circonstances qui entourent sa mort, celle-ci ne peut être considérée autrement que comme un authentique crime d'État », a-t-il dénoncé, fustigeant « la haine » et « la détestation » politiques dont aurait été victime l'opposant.

Ces déclarations interviennent dans un climat explosif, quelques semaines après une élection présidentielle contestée, marquée par des arrestations ciblées et une profonde crise de confiance vis-à-vis des institutions.



Une figure historique de la gauche nationaliste camerounaise

Militant de longue date, intellectuel respecté et voix majeure de la souveraineté africaine, Anicet Ekane occupait une position singulière au sein de l'opposition. Pour la récente présidentielle, le Manidem avait initialement investi Maurice Kamto, un rapprochement inédit entre deux formations aux trajectoires souvent divergentes, avant que cette candidature ne soit rejetée. Le parti avait alors apporté son soutien à Issa Tchiroma Bakary, qui s'est autoproclamé vainqueur du scrutin.

Son arrestation, survenue à la veille de l'annonce des résultats, avait déjà suscité de fortes inquiétudes, de nombreux observateurs y voyant une manœuvre d'intimidation dans un contexte électoral très tendu.

Une version officielle qui peine à convaincre

Dans un communiqué publié lundi, le ministère de la Défense a assuré qu'Anicet Ekane souffrait de « pathologies chroniques » et qu'il bénéficiait d'un suivi médical assuré conjointement par le personnel militaire et ses médecins personnels.

Le gouvernement a promis une « enquête destinée à déterminer précisément les circonstances du décès ».

Mais cette déclaration n'a pas dissipé les doutes : ONG et experts internationaux dénoncent depuis des années des détentions arbitraires, des mauvais traitements et des conditions carcérales déplorables, en particulier pour les opposants politiques.

Pressions internationales : demande d'enquête "transparente et indépendante"

La mort d'Anicet Ekane a rapidement suscité de vives réactions diplomatiques



L'Union européenne a pris acte de l'enquête annoncée, tout en réitérant son appel à la libération des personnes « détenues arbitrairement » depuis la présidentielle.

Ces prises de position renforcent l'attention portée par la communauté internationale à la situation post-électorale au Cameroun.

Un symbole d'un espace démocratique en recul

Au-delà du drame individuel, ce décès pose une nouvelle fois la question de l'avenir du débat démocratique au Cameroun. La mort en détention d'Anicet Ekane, dans un contexte politique sous haute tension, est perçue par nombre d'observateurs comme le symptôme d'un système où la contestation est criminalisée et où l'impartialité des institutions est de plus en plus mise en doute.

Maurice Kamto et d'autres leaders de l'opposition appellent désormais à une mobilisation citoyenne et juridique, tandis que la communauté internationale exige des garanties de transparence.



Guinée-Bissau : Après le coup d'État, la Cedeao exige la « conclusion logique » du processus électoral et un retour à l'ordre constitutionnel

La Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (Cedeao) a réaffirmé lundi à Bissau sa condamnation ferme du coup d'État militaire survenu le 26 novembre en Guinée-Bissau. Lors d'une rencontre avec les auteurs du putsch, la délégation ouest-africaine a exigé le rétablissement immédiat de l'ordre constitutionnel ainsi que la reprise du processus électoral, interrompu à la veille de l'annonce prévue des résultats de la présidentielle et des législatives.

Une mission diplomatique sous tension

Conduite par le président sierra-léonais Julius Maada Bio, actuel président en exercice de la Cedeao, la délégation a rencontré la junte dirigée par le général Horta N'Tam.

À l'issue des discussions, jugées « productives » par les deux parties, le ministre sierra-léonais des Affaires étrangères, Alhaji Musa Timothy Kabba, a réaffirmé la position de l'organisation régionale : permettre au processus électoral de « parvenir à sa conclusion logique ». La Guinée-Bissau reste suspendue des organes décisionnels de la Cedeao depuis le putsch.

Le nouveau ministre des Affaires étrangères, João Bernardo Vieira, a salué la rencontre, indiquant que des échanges supplémentaires étaient prévus « pour trouver une solution dans les meilleurs délais ».

Le Nigeria accorde l'asile politique à Fernando Dias

Dans le même temps, un nouvel élément est venu accentuer les tensions : le Nigeria a annoncé l'octroi de l'asile politique à Fernando Dias, principal opposant et candidat affirmant avoir remporté l'élection interrompue.

Dias, qui dit avoir échappé à une tentative d'arrestation le jour du putsch, accuse le président sortant Umaro Sissoco Embaló d'avoir « orchestré » l'effondrement du processus électoral.

Abuja justifie sa décision par des « impératifs de paix et de stabilité régionale », réaffirmant son rôle de médiateur en Afrique de l'Ouest.

Embaló réfugié au Congo-Brazzaville

Le président destitué, brièvement arrêté puis exfiltré vers le Sénégal, a finalement trouvé refuge au Congo-Brazzaville, où il est arrivé samedi « pour y rester », selon une source proche de la présidence congolaise.

Un pays habitué aux crises politiques

La Guinée-Bissau, enclavée entre le Sénégal et la Guinée, reste l'un des États les plus instables du continent depuis son indépendance en 1974. Le pays a connu quatre coups d'État réussis et de nombreuses tentatives avortées, sur fond d'institutions fragiles, de rivalités politiques violentes et d'ingérences liées aux réseaux internationaux du trafic de drogue.

La junte justifie d'ailleurs sa prise du pouvoir par la mise au jour d'un « plan de déstabilisation » impliquant des barons de la drogue, dans un pays souvent qualifié de « narco-État » par des analystes internationaux.

Un gouvernement de 28 membres, majoritairement composé de civils, a été installé par les militaires. Mais la pression régionale s'accroît pour qu'un calendrier clair de retour à l'ordre constitutionnel soit annoncé au plus vite, afin d'éviter de replonger l'État dans une crise prolongée.



Guinée-Bissau : le président évincé Umaro Sissoco Embaló trouve finalement refuge à Brazzaville après le coup d'État

Renversé lors d'un coup d'État mercredi 26 novembre 2025, le président de la Guinée-Bissau, Umaro Sissoco Embaló, a trouvé refuge samedi 29 novembre à Brazzaville, en République du Congo, selon plusieurs sources proches de la présidence congolaise. Quelques jours auparavant, après son arrestation, il avait été exfiltré vers Dakar à bord d'un avion affrété par le Sénégal avant de rejoindre Brazzaville, où il séjourne désormais.

Un putsch survenu à la veille des résultats électoraux

Le renversement d'Embaló intervient dans un contexte politique particulièrement tendu. Le 23 novembre, les électeurs guinéens s'étaient rendus aux urnes pour la présidentielle et les législatives, et les résultats étaient attendus. Mais, à la veille de leur proclamation, des militaires ont annoncé avoir « pris le contrôle total » du pays, suspendu le processus électoral, fermé les frontières et instauré un couvre-feu.

Des tirs ont été entendus près du palais présidentiel et du siège de la commission électorale, engendrant panique et confusion à Bissau. Embaló a confirmé avoir été arrêté, tandis que l'armée s'est installée au pouvoir et a mis en place une transition dirigée par le général Horta N'Tam.

Ancien chef d'état-major de l'armée de terre, celui-ci a été investi à la tête du Haut Commandement Militaire pour la Restauration de l'Ordre Public (HCM). La junte promet une transition limitée à un an.

Condamnations africaines et internationales

La réaction de la communauté régionale ne s'est pas fait attendre. La CEDEAO a condamné « sans équivoque » le coup d'État et exigé la libération immédiate du président renversé ainsi que des responsables encore détenus.

L'Union africaine a, de son côté, suspendu la Guinée-Bissau de toutes ses instances, rappelant sa doctrine de « tolérance zéro » envers les changements anticonstitutionnels de gouvernement.

De nombreux observateurs internationaux dénoncent une rupture du processus démocratique et appellent au rétablissement rapide des institutions légitimes.

Un pays une fois encore plongé dans l'incertitude

La Guinée-Bissau est l'un des États les plus instables du continent : depuis 1974, elle a connu de multiples coups d'État et tentatives de renversement. La faiblesse des institutions, la pauvreté, la corruption et l'influence persistante des réseaux de narcotrafic continuent de fragiliser le pays.

Ce putsch intervient alors que le pays tentait de consolider sa démocratie par des élections. Mais l'organisation du double scrutin, marquée par l'exclusion de certains partis et des accusations de fraude, avait exacerbé les tensions politiques. Certains observateurs estiment désormais que les militaires ont agi pour empêcher la publication de résultats défavorables à l'exécutif sortant.

Quels horizons pour la Guinée-Bissau ?

L'exil d'Embaló à Brazzaville ouvre une nouvelle période d'incertitude. Si la junte promet une transition d'un an, beaucoup doutent de sa capacité — ou de sa volonté — à rétablir rapidement un cadre démocratique apaisé.

Le pays, suspendu de la CEDEAO et de l'UA, doit aussi faire face à un risque d'isolement diplomatique aggravé.

L

'avenir dépendra notamment de la reprise d'un processus électoral crédible, du respect des libertés civiles, de la lutte contre le narcotrafic, et d'un effort de réconciliation nationale.

Pour l'heure, Bissau reste dans une zone de turbulence politique dont l'issue demeure incertaine.

Prochain rendez-vous à Bruxelles

À l'issue du sommet, l'UE et l'UA ont confirmé que leur prochaine rencontre de haut niveau se tiendra à Bruxelles, à une date encore à préciser. D'ici là, beaucoup attendent que l'Europe transforme ses engagements en projets concrets, notamment en matière d'investissement, d'emploi et de développement durable.

Guinée-Bissau : 72 heures après le coup d'État, les militaires nomment un nouveau Premier ministre — Sonko dénonce une « combine »

Trois jours après le renversement du président Umaro Sissoco Embaló, la Guinée-Bissau tente de retrouver un semblant de normalité, malgré la mise en place officielle d'un régime militaire. Ce vendredi 28 novembre, le Haut Commandement Militaire, dirigé par le général Horta N'Tam, a annoncé la nomination d'un nouveau Premier ministre : Ilidio Vieira Té, jusqu'ici ministre des Finances.

Ilidio Vieira Té nommé Premier ministre de la Transition

Dans un communiqué publié à la mi-journée, le général Horta N'Tam a officialisé la désignation d'Ilidio Vieira Té à la tête du gouvernement de transition. Figure majeure de l'ancien exécutif, il conservera également son portefeuille des Finances, malgré la chute du régime auquel il appartenait.

Cette nomination intervient alors que l'ancien président Embaló, écarté du pouvoir mercredi, a trouvé refuge au Sénégal. Son principal adversaire politique lors de la présidentielle, Fernando Dias, l'accuse d'avoir lui-même encouragé le putsch pour cacher une défaite électorale — une accusation qui contribue à intensifier les tensions autour de la transition.

Une capitale sous contrôle, mais la méfiance demeure

À Bissau, le quotidien reprend progressivement son rythme. Boutiques, cafés, marchés et épiceries ont été autorisés à rouvrir, et les élèves ont regagné les salles de classe. Les vendeuses de fruits et de noix de cajou ont retrouvé leurs emplacements habituels autour du marché central.

Pourtant, sous cette apparente normalité, l'inquiétude reste vive. « Les militaires auraient dû rester dans les casernes », confie un habitant venu acheter son pain. Nombreux sont ceux qui craignent une nouvelle période d'instabilité, dans un pays marqué par de multiples coups d'État.

À Dakar, Ousmane Sonko pointe une « combine »

Au Sénégal, le Premier ministre Ousmane Sonko a dénoncé une « combine » lors d'une séance parlementaire consacrée à la situation en Guinée-Bissau. « Ce qui s'est passé n'est pas normal », a-t-il martelé, estimant que la Commission électorale doit « rendre au gagnant sa victoire ».

Il a notamment appelé à la libération immédiate de Domingos Simões Pereira, figure politique influente, arrêtée depuis le putsch alors qu'elle n'était même pas candidate lors du scrutin.



Une transition sous haute surveillance

Alors que la junte promet une transition limitée dans le temps, le flou demeure sur ses intentions réelles. Entre pressions de la CEDEAO et de l'Union africaine, contestation politique interne et défiance populaire, chaque décision du nouveau pouvoir pourrait déterminer durablement l'avenir institutionnel du pays.

La Guinée-Bissau entre ainsi dans une période charnière : celle où la restauration de l'ordre constitutionnel devra se mesurer à la tentation prolongée du contrôle militaire.



Guinée : Présidentielle 2025 — la campagne s'ouvre sans les principaux opposants



La Guinée entre ce vendredi 28 novembre dans le dernier virage menant à une élection présidentielle décisive, prévue le 28 décembre. Un mois de campagne s'ouvre pour les neuf candidats en lice, mais le paysage politique apparaît plus verrouillé que jamais. Le général Mamadi Doumbouya, chef de la junte et grand favori, fait face à une opposition affaiblie, privée de ses figures historiques : exilées, incarcérées ou simplement écartées du processus électoral.

Un scrutin à très haut risque démocratique

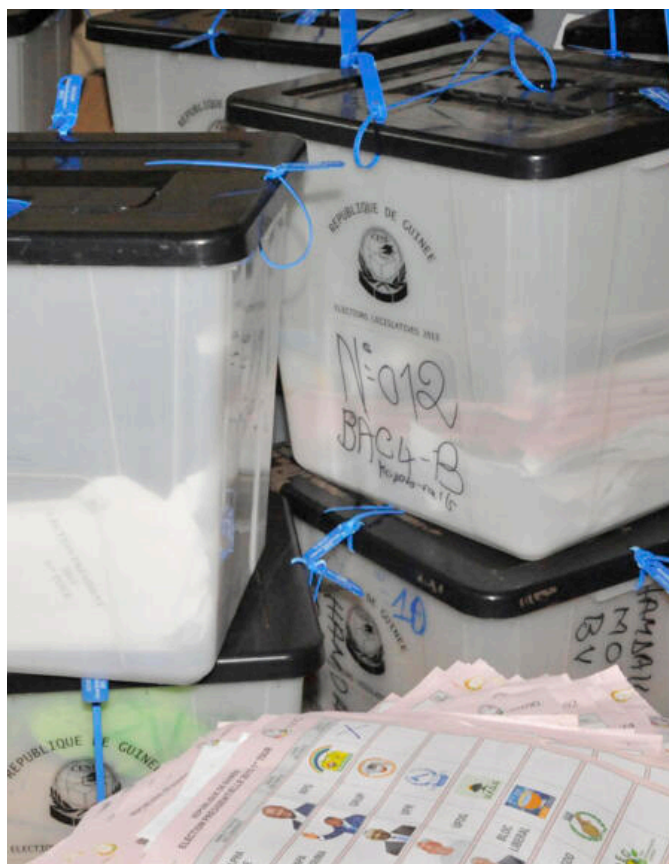
Quatre ans après le coup d'État du 5 septembre 2021, la transition avait été présentée comme un retour à l'ordre constitutionnel et à la compétition politique pluraliste. La réalité est toute autre : fermeture de médias audiovisuels privés, restrictions visant les voix dissidentes, pressions sur les acteurs de la société civile... Le pays aborde cette présidentielle dans un climat particulièrement tendu.

Candidat indépendant, Doumbouya bénéficie d'une avance considérable. La Cour suprême a invalidé les dossiers des poids lourds de l'opposition, laissant face à lui des adversaires peu implantés nationalement. Parmi les huit autres candidats, trois se lancent pour la toute première fois dans une présidentielle, et aucun n'a jamais dépassé les 4 % des suffrages.

Une machine d'État au service du favori ?

Le gouvernement assure rester neutre afin de « garantir la continuité de l'État ». Mais officieusement, le général Doumbouya semble pouvoir compter sur une puissante structure de soutien : le mouvement Génération pour la modernité et le développement (GMD) ; une équipe de campagne dirigée par le Premier ministre Bah Oury et appuyée par deux ministres.

Une organisation qui interroge sur la séparation — ou non — entre l'appareil d'État et la campagne du chef de la junte.



Des opposants écartés ou réduits au silence

Les grandes figures politiques manquent à l'appel : Cellou Dalein Diallo (UFDG), Sidya Touré (UFR), Alpha Condé (RPG), ancien président, tous en exil depuis 2021 et empêchés de concourir pour motifs judiciaires controversés.

A

liou Bah (MoDeL), jeune visage de l'opposition, est quant à lui détenu depuis près d'un an.

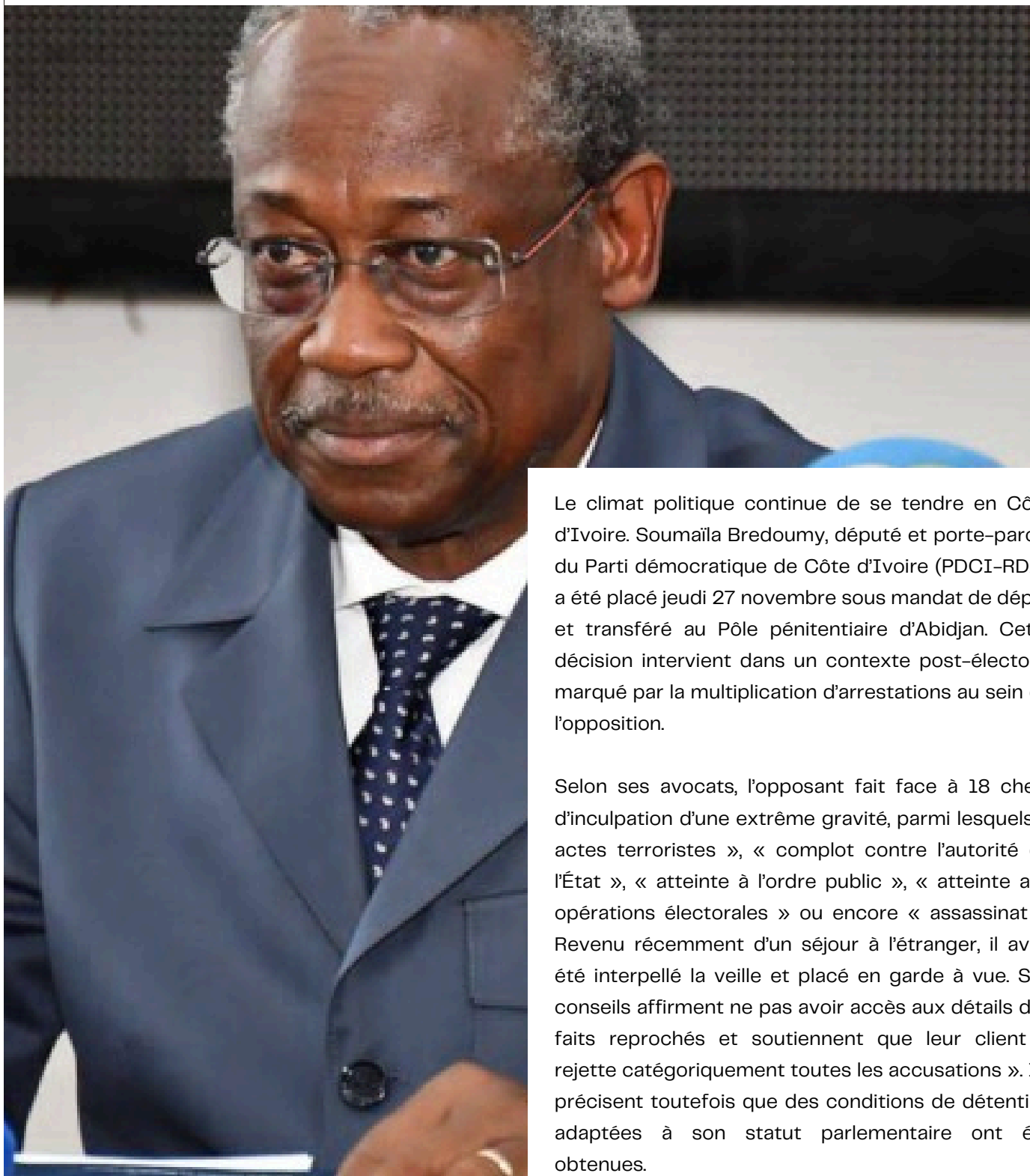
Privée de ses leaders les plus influents, l'opposition peine à mobiliser et à se faire entendre. Quelques candidats tentent tout de même d'incarner une alternative : Faya Millimono, Makalé Camara ou Abdelaye Yéro Baldé espèrent créer la surprise.

Une mesure d'équité électorale qui ne rassure pas

Pour la première fois dans l'histoire de la Guinée, chaque candidat bénéficie d'un financement public de deux milliards de francs guinéens (environ 200 000 euros). Une initiative censée favoriser l'équité de la compétition.

Mais dans un contexte où l'issue du scrutin semble déjà scellée aux yeux de nombreux observateurs, cette innovation peine à convaincre de l'impartialité du processus.

Côte d'Ivoire : Le porte-parole du PDCI-RDA, Soumaïla Bredoumy, placé sous mandat de dépôt pour “actes terroristes” et “complot”



Le climat politique continue de se tendre en Côte d'Ivoire. Soumaïla Bredoumy, député et porte-parole du Parti démocratique de Côte d'Ivoire (PDCI-RDA), a été placé jeudi 27 novembre sous mandat de dépôt et transféré au Pôle pénitentiaire d'Abidjan. Cette décision intervient dans un contexte post-électoral marqué par la multiplication d'arrestations au sein de l'opposition.

Selon ses avocats, l'opposant fait face à 18 chefs d'inculpation d'une extrême gravité, parmi lesquels « actes terroristes », « complot contre l'autorité de l'État », « atteinte à l'ordre public », « atteinte aux opérations électorales » ou encore « assassinat ». Revenu récemment d'un séjour à l'étranger, il avait été interpellé la veille et placé en garde à vue. Ses conseils affirment ne pas avoir accès aux détails des faits reprochés et soutiennent que leur client « rejette catégoriquement toutes les accusations ». Ils précisent toutefois que des conditions de détention adaptées à son statut parlementaire ont été obtenues.

Une arrestation symbole de crispations politiques

L'écrouement de Soumaïla Bredoumy s'ajoute à une vague d'interpellations visant des membres de l'opposition depuis le début de l'année, marquée par plusieurs scrutins. Mais rares sont les responsables d'un tel rang qui avaient jusqu'ici été inculpés pour des charges aussi lourdes.

Dans un communiqué, le PDCI a dénoncé une décision « illégale » et « arbitraire », accusant le pouvoir d'« instrumentaliser la justice » pour faire taire les voix dissidentes. Le parti exige sa libération immédiate et met en garde contre un durcissement susceptible d'envenimer davantage un climat politique déjà sous tension.

La crise politique demeure vive depuis la présidentielle du 25 octobre, remportée par le président sortant Alassane Ouattara. Malgré une organisation décrite comme « globalement calme » par les autorités, au moins onze personnes ont été tuées dans des violences liées au scrutin, tandis que l'opposition dénonce une « répression systématique ».

Plus d'une centaine de manifestants ont été condamnés à trois ans de prison ferme pour avoir protesté contre un éventuel quatrième mandat présidentiel. Le pouvoir assure de son côté que la loi s'applique « sans distinction politique ».

Libertés publiques en recul

La récente décision du Conseil national de sécurité de prolonger jusqu'en janvier l'interdiction des manifestations politiques, à l'exception de celles liées au processus électoral, nourrit les inquiétudes sur un rétrécissement des libertés. Pour les observateurs, chaque séquence électorale ravive les fractures encore vives du paysage politique ivoirien.

Parallèlement, l'opposition souligne que plusieurs de ses cadres, dont Damana Pickass, secrétaire général du PPA-CI, ont été récemment placés en détention sur des motifs similaires, confortant son argumentaire d'une « justice à géométrie politique ».

Libertés publiques en recul

La récente décision du Conseil national de sécurité de prolonger jusqu'en janvier l'interdiction des manifestations politiques, à l'exception de celles liées au processus électoral, nourrit les inquiétudes sur un rétrécissement des libertés. Pour les observateurs, chaque séquence électorale ravive les fractures encore vives du paysage politique ivoirien.

Parallèlement, l'opposition souligne que plusieurs de ses cadres, dont Damana Pickass, secrétaire général du PPA-CI, ont été récemment placés en détention sur des motifs similaires, confortant son argumentaire d'une « justice à géométrie politique ».

Une étape hautement politique

Au-delà du cas personnel de Soumaïla Bredoumy, cette affaire est largement perçue comme un tournant. Elle cristallise les rapports de force autour de la prochaine bataille électorale, alors que le PDCI cherche à reconquérir un rôle central sur la scène politique.

L'inculpation spectaculaire du porte-parole du plus vieux parti du pays illustre un glissement vers une judiciarisation de la confrontation politique, dans un contexte où la confiance entre les acteurs institutionnels semble au plus bas.

À l'approche d'échéances législatives cruciales, la Côte d'Ivoire se retrouve confrontée à une question centrale : la consolidation démocratique peut-elle se poursuivre dans un environnement toujours tiraillé entre stabilité sécuritaire et pluralisme politique ?

À l'approche d'échéances législatives cruciales, la Côte d'Ivoire se retrouve confrontée à une question centrale : la consolidation démocratique peut-elle se poursuivre dans un environnement toujours tiraillé entre stabilité sécuritaire et pluralisme politique ?



En savoir plus : <https://www.yodan.ci/>

(+225) 07 89 27 11 40 / info@yodan.ci

Immeuble Juridis / Riviera Palmeraie route Y4 Abidjan , Abidjan , Cote d'Ivoire



01 NIGER

La junte reprend la main sur l'uranium et défie Orano sur la scène internationale

02 SÉNÉGAL

Le FMI poursuit les discussions — et lance une enquête interne sur la dette cachée

03 CÔTE D'IVOIRE

La BOAD accorde 37 milliards FOFA pour relancer le programme de logements sociaux

Niger : la junte reprend la main sur l'uranium et défie Orano sur la scène internationale



Le Niger tourne une page majeure de son histoire minière. La junte militaire, aux commandes depuis le coup d'État de juillet 2023, a annoncé la mise en vente sur le marché international de l'uranium extrait par la Somaïr, ex-filiale du groupe français Orano, nationalisée en juin. Désormais maître de près de 5 % de la production mondiale, le pays entend choisir librement ses partenaires et redéfinir son avenir stratégique.

Une rupture avec des décennies de présence française

Longtemps symbole de la coopération — ou de la dépendance — énergétique entre Niamey et Paris, la Somaïr était détenue à 63,4 % par Orano et à 36,6 % par l'État nigérien. La donne a changé : Niamey prend seul les commandes.

« Le Niger, digne, met sur le marché international sa propre production », a déclaré le général Abdourahamane Tiani sur Télé Sahel, revendiquant le « droit légitime » du pays à disposer souverainement de ses ressources.

Un bras de fer juridique avec Orano

Les tensions entre Niamey et le groupe français se sont accrues depuis le retrait des permis d'exploitation sur les sites de la Somaïr, de la Cominak (fermée en 2021) et surtout du gisement d'Imouraren, considéré parmi les plus riches au monde avec près de 200 000 tonnes de réserves.

Orano a engagé plusieurs procédures d'arbitrage international. En septembre, une décision de justice lui avait donné raison, enjoignant le Niger de ne pas vendre environ 1 300 tonnes de concentré d'uranium déjà extraites — une cargaison évaluée à près de 250 millions d'euros.

Niamey semble résolu à passer outre.

De nouveaux partenaires dans le viseur : Moscou, Téhéran...

La junte affiche sa volonté de rompre avec une relation historique jugée déséquilibrée. Le Niger souhaite diversifier ses débouchés et cite ouvertement la Russie ou l'Iran comme futurs clients potentiels — deux acteurs stratégiques dans le secteur nucléaire mondial.

Selon des sources médiatiques ouest-africaines, un convoi d'environ 1 000 tonnes d'uranium aurait récemment quitté Arlit à destination du port de Lomé, via le Burkina Faso — une information révélatrice de la nouvelle trajectoire diplomatique du pays.

Une ressource au cœur d'enjeux mondiaux

Avec 4,7 % de la production mondiale d'uranium naturel (données Euratom, 2021), le Niger s'impose à nouveau comme un acteur incontournable. Ce repositionnement, jugé brutal par certains partenaires traditionnels et stratégique par ses soutiens, bouleverse les équilibres d'un secteur où chaque tonne d'uranium représente un enjeu économique... mais surtout géopolitique et sécuritaire.



Sénégal : le FMI poursuit les discussions — et lance une enquête interne sur la dette cachée



Le FMI a confirmé, ce jeudi, poursuivre les négociations avec les autorités sénégalaises en vue de la mise en place d'un nouveau programme destiné à répondre aux graves vulnérabilités liées à la dette publique. L'information a été donnée par Julie Kozack, directrice de la communication de l'institution, citée par l'agence Reuters.

Alors que le Sénégal reste bénéficiaire d'un prêt de 1,8 milliard de dollars, le FMI se penche désormais sur les causes profondes des dettes non déclarées — ces « trous » dans les comptes publics qui avaient conduit, l'an dernier, au gel du programme.

Une enquête interne pour comprendre les dérives

Concrètement, le FMI a ouvert une enquête interne pour déterminer comment ces dettes non comptabilisées — estimées à plusieurs milliards de dollars selon le rapport d'audit national — ont pu échapper à ses propres mécanismes de surveillance. « Nous menons actuellement un examen interne afin de comprendre comment ces anomalies ont pu passer inaperçues », a déclaré Julie Kozack. L'objectif : renforcer les dispositifs internes de contrôle, améliorer les processus d'audit et former davantage le personnel pour mieux détecter les irrégularités. Le FMI précise qu'il laisse au gouvernement sénégalais le soin de décider s'il convient de restructurer tout ou partie de sa dette, tout en mettant en place les garanties nécessaires pour prévenir de futurs manquements.

Un contexte de dette publique sous pression

La découverte de cette dette dissimulée a profondément bouleversé l'image de stabilité budgétaire du Sénégal. Selon l'audit récemment publié, l'ancien gouvernement aurait sciemment sous-estimé le stock de dette, provoquant un écart considérable entre les chiffres officiels et la réalité économique du pays.

Ce scandale a entraîné la suspension du précédent accord avec le FMI — et posé de sérieuses interrogations sur la capacité du pays à restaurer la confiance de ses partenaires financiers.

Vers un nouveau programme – mais sous condition

Malgré la gravité de la situation, les discussions restent ouvertes. Le FMI et Dakar semblent déterminés à négocier un nouveau programme – mais à condition que des réformes profondes soient adoptées pour assainir la gestion des finances publiques.

La crédibilité de ce nouvel accord dépendra notamment de la qualité des contrôles instaurés, de la transparence des comptes d'État et de l'engagement réel des autorités à corriger les dérives passées.

Côte d'Ivoire : la BOAD accorde 37 milliards FCFA pour relancer le programme de logements sociaux

Le gouvernement ivoirien a ratifié, lors du Conseil des ministres du 3 décembre, un accord de prêt de 37 milliards de FCFA conclu avec la Banque Ouest-Africaine de Développement (BOAD). Ce financement soutiendra la 3^e phase du vaste programme national de construction de logements sociaux et économiques.

Un projet ambitieux pour réduire le déficit de logements

Le programme global vise la construction de 4 300 logements répartis entre plusieurs villes : Abidjan, Yamoussoukro et Bouaké. Pour Abidjan, le site PK24 est planifié pour accueillir 2 360 unités destinées aux ménages à revenus modestes. À Yamoussoukro, ce sont 420 logements qui sont prévus, tandis qu'à Bouaké, 1 520 logements seront construits.

La tranche financée par ce prêt concerne surtout la 3^e phase du programme – soit 1 100 logements (420 à Yamoussoukro, 680 à Bouaké), ainsi que la viabilisation des terrains : 3 hectares à Yamoussoukro et 6 hectares à Bouaké. Ces aménagements visent à garantir l'accès aux réseaux d'eau, d'électricité et aux infrastructures de base, une condition essentielle pour l'attractivité des zones et la qualité de l'habitat.



Vers une offre de logements plus accessible et un impact économique fort

Face à la pression démographique et à l'urbanisation rapide, ce prêt représente une avancée importante pour répondre au déficit de logements décents. La mise en œuvre du programme devrait permettre non seulement d'accroître l'offre de logements abordables, mais aussi de stimuler le secteur du bâtiment et de la construction (BTP), générant ainsi des emplois directs et indirects.

Au-delà de l'aspect social, ce plan s'inscrit dans la stratégie nationale visant à bâtir des villes plus structurées, inclusives et adaptées aux besoins des populations à revenus modestes ou vulnérables.





En savoir plus : infos@athari-as.com
+2250759956898 / infos@athari-as.com
Cote d'Ivoire, Abidjan, Cocody, Angré Nouveau CHU



GRAND FORMAT

Pretoria VS Washington

SOUVERAINETÉ ET TENSIONS AUTOUR DU G20 2026

Contexte : un G20 africain sous tension

En 2025, l'Afrique du Sud a assumé pour la première fois la présidence du G20, devenant ainsi le premier pays africain à diriger cette instance stratégique regroupant les principales puissances économiques mondiales. Le sommet s'est tenu à Johannesburg les 22 et 23 novembre, dans une atmosphère lourde de tensions diplomatiques.

Pour Pretoria, cette présidence représentait une opportunité historique : introduire au cœur de l'agenda global les préoccupations des pays du Sud, notamment les questions de soutenabilité de la dette, de financement d'une transition énergétique juste, de justice fiscale internationale et de lutte contre les inégalités qui freinent le développement des économies émergentes. Ces priorités se sont traduites par le mot d'ordre choisi par l'Afrique du Sud pour son mandat : « Solidarité, égalité, durabilité ».

Mais avant même le déroulement du sommet, les divergences avec Washington étaient déjà profondes. La présidence Trump a accusé le gouvernement sud-africain de discrimination envers les fermiers blancs à travers la réforme foncière en cours, évoquant un « génocide blanc » que Pretoria a immédiatement dénoncé comme relevant de la désinformation. Ces tensions politiques se sont transformées en conflit diplomatique ouvert lorsque Donald Trump a annoncé que les États-Unis boycotteraient le sommet sud-africain.

L'absence de Washington, pourtant membre central du G20, a fragilisé la portée internationale du rendez-vous de Johannesburg, même si les dirigeants présents ont réussi à adopter une déclaration finale centrée sur les enjeux prioritaires du Sud global. À peine le sommet clos, l'escalade s'est poursuivie. Le 26 novembre, les États-Unis ont signifié que l'Afrique du Sud ne serait pas conviée aux réunions du G20 prévues en 2026 sous présidence américaine, décision perçue à Pretoria comme une sanction politique et un affront à sa légitimité au sein du groupe.

Face à cette exclusion inédite, la réponse sud-africaine a été directe : une « pause » d'un an dans sa participation au G20, jusqu'à ce que la présidence du forum revienne à un autre pays. Cette décision symbolique, annoncée le 4 décembre, marque un tournant diplomatique dans les relations déjà fortement dégradées entre les deux nations.



Pourquoi Pretoria a choisi de « faire une pause » : motivations et messages

À la suite de l'exclusion annoncée par les États-Unis du G20 2026, l'Afrique du Sud a opté pour une pause d'un an. Ce retrait n'est pas un repli — il s'agit d'un acte politique volontaire, mûrement réfléchi, chargé de symbolisme. Plusieurs motivations expliquent cette décision, et Pretoria ne cache pas le message qu'elle souhaite faire passer.

D'abord, le sentiment **d'injustice diplomatique**. L'Afrique du Sud, pays fondateur et hôte du sommet 2025, se voit soudainement exclue du cycle suivant, sans précédent dans l'histoire du G20. Le geste apparaît comme une remise en cause de la légitimité de Pretoria, malgré le déroulé conforme du transfert de présidence. Pour de nombreux responsables sud-africains, cette exclusion représente une rupture des règles non écrites du multilatéralisme, un passage à tabou des principes d'équité et de respect mutuel.

Ensuite, c'est une **réponse politique** et symbolique : refuser de participer à un G20 dirigé par un pays qui, selon Pretoria, politise le forum et instrumentalise des accusations — largement condamnées comme infondées — contre l'Afrique du Sud dénonçant des allégations de « persécution » des fermiers blancs afrikaners, des expropriations, et des violations des droits de l'homme. Pour Pretoria, ces accusations sont non seulement mensongères, mais constituent une insulte à l'histoire et à la souveraineté de la nation. Le retrait volontaire est donc un refus de cautionner ce qu'elle considère comme un procédé de déstabilisation diplomatique.

Ce retrait s'inscrit aussi comme un **acte de défi**, une affirmation de l'indépendance de l'Afrique du Sud vis-à-vis de Washington. En annonçant qu'elle prendra une « pause » jusqu'à ce que la présidence revienne à un autre pays, Pretoria envoie un message fort : le pays ne dépendra pas de l'approbation américaine pour légitimer sa place sur la scène internationale. Il affirme vouloir défendre une vision multipolaire des relations internationales, où les pays du Sud ont voix au chapitre, sans subir de pressions unilatérales.

Par ailleurs, cette décision revêt un aspect **souverain et continental**. Elle s'adresse non seulement au public intérieur — montrant que le gouvernement défend la dignité nationale face à une décision perçue comme arbitraire — mais aussi aux pays du Sud et à l'ensemble du monde “global-sudiste.” En refusant de se soumettre à ce qu'il juge une injustice, l'Afrique du Sud prend position comme porte-parole d'un ordre mondial plus juste, respectueux de la diversité des histoires, des contextes et des souverainetés.

Enfin, ce retrait est un test de crédibilité. Pretoria assume qu'il pourrait y avoir des coûts diplomatiques, mais estime que le moment est venu de rappeler que les relations internationales ne doivent pas être unilatérales. En prenant ses distances, l'Afrique du Sud cherche aussi à relancer le débat sur la réforme des grands forums mondiaux — sur leur gouvernance, leur représentativité, leur légitimité.



Conséquences pour le G20 et la diplomatie mondiale

L'exclusion effective de l'Afrique du Sud du cycle 2026 du G20 — couplée à la décision de Pretoria de « faire une pause » — pose un vrai défi à la crédibilité, à la cohérence et à l'efficacité future du forum.

Un coup dur pour le multilatéralisme

Le G20 se présente comme l'un des piliers de la gouvernance économique mondiale, un « forum de coopération » réunissant les grandes économies pour traiter des enjeux globaux : finances, commerce, développement, climat, dette, etc. Quand l'un de ses membres fondateurs, ici l'Afrique du Sud, est écarté — surtout de façon politisée — le principe même de multilatéralisme ressort fragilisé. L'absence d'un membre important remet en question la capacité du G20 à représenter la diversité des économies mondiales et affaiblit de fait son rôle dans la coordination globale.

Le sommet 2025 à Johannesburg, salué comme une réussite diplomatique par certains, a pourtant mis en lumière ces fragilités : la non-participation de plusieurs grandes puissances, le boycott américain, l'absence de consensus complet — autant de signaux d'alerte pour l'avenir du forum.

Une crise de légitimité inquiétante

Le G20 a toujours été critiqué pour son mode de fonctionnement : un club restreint, sans base légale universelle, sans secrétariat permanent, et sans mécanisme formel de responsabilité démocratique vis-à-vis des 170+ pays non-membres.

L'éviction d'un membre comme l'Afrique du Sud, pourtant reconnu comme un acteur clé des économies émergentes et représentatif du continent africain, renforce l'idée d'un « déficit de légitimité » : si les membres peuvent être écartés pour des raisons politiques, le G20 apparaît alors davantage comme un club informel soumis aux rapports de force, plutôt qu'un organe stable et impartial de gouvernance mondiale.

Cela pourrait encourager d'autres pays émergents à douter de la valeur d'un tel engagement. Pourquoi continuer à accorder du crédit à un forum où la participation peut être subordonnée à des alignements politiques plutôt qu'à des critères objectifs ?



Un recul potentiel de la voix de l'Afrique dans la gouvernance globale

L'Afrique du Sud, en tant que grande puissance africaine, avait l'espoir que sa présidence 2025 permette de faire entendre les préoccupations du continent — dette, développement, climat, justice économique. Que ce rôle soit interrompu envoie un mauvais signal pour l'Afrique dans les arènes internationales. Beaucoup redoutent un affaiblissement durable de l'influence africaine dans les prises de décision mondiales, au moment même où le continent cherche à peser dans les négociations économiques, climatiques et géopolitiques.

L'Afrique du Sud, en tant que grande puissance africaine, avait l'espoir que sa présidence 2025 permette de faire entendre les préoccupations du continent — dette, développement, climat, justice économique. Que ce rôle soit interrompu envoie un mauvais signal pour l'Afrique dans les arènes internationales. Beaucoup redoutent un affaiblissement durable de l'influence africaine dans les prises de décision mondiales, au moment même où le continent cherche à peser dans les négociations économiques, climatiques et géopolitiques.

Un possible réalignement diplomatique et stratégique

Cette rupture peut aussi être l'amorce d'un réalignement plus large. Pour Pretoria, refuser de se plier à ce qu'elle considère comme une décision arbitraire de Washington peut signifier une réorientation vers d'autres blocs — les pays du « Sud global », les coalitions africaines, des alliances avec d'autres puissances émergentes. En d'autres termes : affirmer une diplomatie multipolaire, moins dépendante des anciennes puissances occidentales.

Ce mouvement pourrait encourager d'autres États, eux-mêmes mal à l'aise avec le modèle actuel du G20, à explorer des alternatives — forums régionaux, coopérations Sud-Sud, alliances hors G20. Sur le long terme, le recours à des architectures différentes de gouvernance mondiale pourrait remettre en question l'universalité et la pertinence du G20 tel qu'il fonctionne aujourd'hui.

Un test pour l'avenir du G20

À l'heure actuelle, le retrait sud-africain constitue un test majeur pour la résilience du G20. Si le forum parvient à se réinventer — en adaptant son fonctionnement, en réaffirmant son rôle d'espace de dialogue global, en renforçant les garanties d'égalité entre membres — il pourra surmonter cette crise. Sinon, le risque est grand : le G20 pourrait perdre sa légitimité auprès des pays émergents, s'enfermer dans un cercle de polarisation, et voir sa pertinence affaiblie dans un monde en pleine recomposition géopolitique.



Les enjeux pour l'Afrique du Sud : au-delà du symbole

Impact économique : des exportations et des emplois menacés

L'un des effets immédiats les plus tangibles des tensions avec les États-Unis touche le commerce extérieur sud-africain. En 2025, Washington a imposé un tarif douanier de 30 % aux importations en provenance d'Afrique du Sud — une mesure visant, selon la Maison-Blanche, à rééquilibrer le commerce bilatéral.

Ce tarif met en péril des secteurs clés de l'économie sud-africaine, notamment l'automobile, l'agroalimentaire, l'agriculture et d'autres branches manufacturières — des industries qui emploient des centaines de milliers de travailleurs. Le gouvernement sud-africain lui-même a estimé que cette mesure pourrait provoquer « des pertes massives d'emplois », touchant particulièrement les agriculteurs et les ouvriers de l'automobile.

Face à ce contexte, Pretoria a lancé des mesures de soutien : un plan de secours pour les entreprises affectées, des facilités financières pour préserver l'emploi, et une diversification vers d'autres marchés à l'international.

Mais la fragilité demeure : l'économie sud-africaine — déjà marquée par un faible rythme de croissance ces dernières années — risque de subir un ralentissement supplémentaire si les exportations vers les États-Unis ne reprennent pas ou restent très pénalisées.

Politique intérieure : une montée du sentiment nationaliste et un rallye autour du pouvoir

Sur le plan interne, cette période de crise diplomatique et économique pourrait renforcer le sentiment nationaliste. Pour de nombreux Sud-Africains, l'exclusion du G20 et les attaques américaines sont perçues comme une ingérence injustifiée dans les affaires du pays. Le président Cyril Ramaphosa a dénoncé les allégations à l'encontre de l'Afrique du Sud — notamment celles évoquant une prétendue « persécution » des Afrikaners — comme des « mensonges » et de la « désinformation ».

Ce contexte peut favoriser la consolidation d'un front de soutien autour du gouvernement, un discours de défense de la souveraineté nationale, et une crispation plus large contre ce qui est perçu comme un nouveau type de néocolonialisme diplomatique. L'incident G20 pourrait redynamiser des sensibilités identitaires et renforcer un sentiment d'unité nationale.

Diplomatie : un repositionnement stratégique vers le Sud global

Diplomatiquement, Pretoria semble s'engager dans un processus de redéfinition de ses alliances. En choisissant de « faire une pause » du G20 pendant la présidence américaine, l'Afrique du Sud affirme qu'elle ne subira pas des exclusions motivées politiquement et qu'elle souhaite défendre un modèle multipolaire. Cette décision marque un signal fort envers les pays du Sud, les pays émergents, et tous ceux qui revendiquent une gouvernance mondiale plus équitable.



Concrètement, cela pourrait renforcer ses liens avec d'autres puissances du « Sud global » — en Afrique, en Asie, en Amérique latine — et ouvrir la voie à de nouvelles coopérations économiques, commerciales et diplomatiques hors du cadre traditionnel occidental. Ce repositionnement pourrait faire de l'Afrique du Sud un pivot de la redéfinition des équilibres géopolitiques mondiaux.

Dimension symbolique : affirmer la souveraineté et défendre la dignité nationale

Au-delà des enjeux matériels, la posture adoptée par Pretoria revêt une valeur hautement symbolique. En refusant de participer à un G20 dirigé par une administration qu'elle juge partielle, l'Afrique du Sud défend son image de nation souveraine, indépendante et fière de son histoire. Elle envoie un message fort : elle n'accepte pas d'être jugée ou exclue sur la base d'accusations qu'elle considère infondées.

Cette offensive symbolique peut résonner au-delà de ses frontières : de nombreux pays d'Afrique et du Sud global pourraient la voir comme un exemple de dignité diplomatique, susceptible de galvaniser les voix en faveur d'une réforme réelle des grandes instances internationales — plus juste, plus représentative, plus respectueuse des divers contextes nationaux.

Enjeux pour le reste du continent africain et le monde

La décision de Pretoria agit comme un révélateur. Pour de nombreux pays africains, longtemps relégués au rôle d'observateurs dans les grandes instances internationales, l'attitude de l'Afrique du Sud offre un exemple de fermeté politique face aux pressions extérieures. Elle montre qu'un État africain peut prendre position, contester la hiérarchie implicite du système multilatéral et choisir de défendre sa souveraineté, même si cela implique de s'éloigner temporairement des grandes scènes diplomatiques.

Ce moment constitue aussi un test grandeur nature pour la diplomatie africaine. L'Afrique du Sud, l'une des principales puissances économiques du continent et membre du G20 au sein duquel elle représente encore l'Union africaine, expérimente un modèle international différent. Elle promeut l'idée qu'une voix africaine peut s'affirmer au plus haut niveau, non pas comme un simple relais d'intérêts étrangers, mais comme une puissance défendant ses priorités : justice économique, participation équitable aux décisions globales, reconnaissance de l'héritage historique du continent.

Pour le reste du monde, et notamment pour les grandes puissances occidentales, cette situation agit comme un rappel : les rapports de force évoluent. Le pli multipolaire se confirme et impose désormais de repenser la gouvernance internationale. L'exclusion — volontaire ou forcée — d'un acteur du Sud de ce calibre crée un malaise diplomatique qui dépasse largement les frontières sud-africaines. Si les pays émergents et africains considèrent que leurs intérêts ne sont pas pris en compte, la légitimité du G20 comme forum global pourrait s'en trouver durablement affaiblie.

La crise actuelle soulève donc une question fondamentale : le système international est-il prêt à accorder aux voix africaines la place qui leur revient ? Le bras de fer entre Pretoria et Washington ne concerne pas seulement l'avenir de l'Afrique du Sud au G20. Il touche au devenir même du multilatéralisme et de la représentation du continent africain dans les grandes négociations mondiales. À l'heure où les équilibres se redessinent, l'Afrique pourrait y perdre de l'influence... ou au contraire consolider son rôle dans la transformation du monde à venir.



01 CÔTE D'IVOIRE

Côte d'Ivoire : Décès de Nadiya Sabeh — une étoile s'est éteinte dans le ciel du showbiz ivoirien

02 AFRIQUE

Le pape Léon XIV annonce une tournée inédite sur le continent en 2026 — l'Algérie, le Cameroun et la Guinée équatoriale dans son agenda

03 CÔTE D'IVOIRE

Décès de Nadiya Sabeh — une étoile s'est éteinte dans le ciel du showbiz ivoirien

04 SPORT — LIGUE 1

Le Nigérian Terem Moffi et l'Ivoirien Jérémy Boga agressés par des supporters niçois après la nouvelle défaite à Lorient

05 CÔTE D'IVOIRE

retour triomphal d'Olivia Yacé à Abidjan : « Notre victoire est celle de la dignité et de l'unité »

CÔTE D'IVOIRE : DÉCÈS DE NADIYA SABEH — UNE ÉTOILE S'EST ÉTEINTE DANS LE CIEL DU SHOWBIZ IVOIRIEN

Le monde culturel ivoirien est en deuil. Ce mercredi 3 décembre 2025, la disparition de Nadiya Sabeh a été annoncée avec une immense tristesse. L'artiste s'est éteinte dans une clinique d'Abidjan, à l'issue d'un long et éprouvant combat contre le cancer.

Ce drame survient le même jour que la mort du chanteur Angelo Papa, leader du groupe Youssoumba Aboutou Roots, plongeant une nouvelle fois la scène artistique nationale dans la consternation.

Une carrière aux multiples facettes

Actrice, comédienne, animatrice télé, chroniqueuse... Nadiya Sabeh était une artiste complète. Bien plus que « l'épouse d'un artiste », elle s'était imposée comme une personnalité à part entière dans le paysage médiatique ivoirien.

D'abord révélée sur les planches de théâtre, elle avait ensuite fait des apparitions remarquées à la télévision. Son charisme, son humour et sa capacité à créer une proximité avec le public lui ont rapidement permis de se construire une forte notoriété.

Très présente sur les réseaux sociaux, elle y partageait des contenus variés — humour, réflexions, témoignages — qui lui avaient valu une communauté fidèle et engagée.

Un combat courageux et une prise de parole nécessaire

En février 2024, elle révélait publiquement être atteinte d'un cancer du sein. Avec courage, elle avait décidé de rendre visible son combat plutôt que de le cacher. Elle avait multiplié les interventions pour sensibiliser le public à l'importance du dépistage et de la solidarité envers les malades.

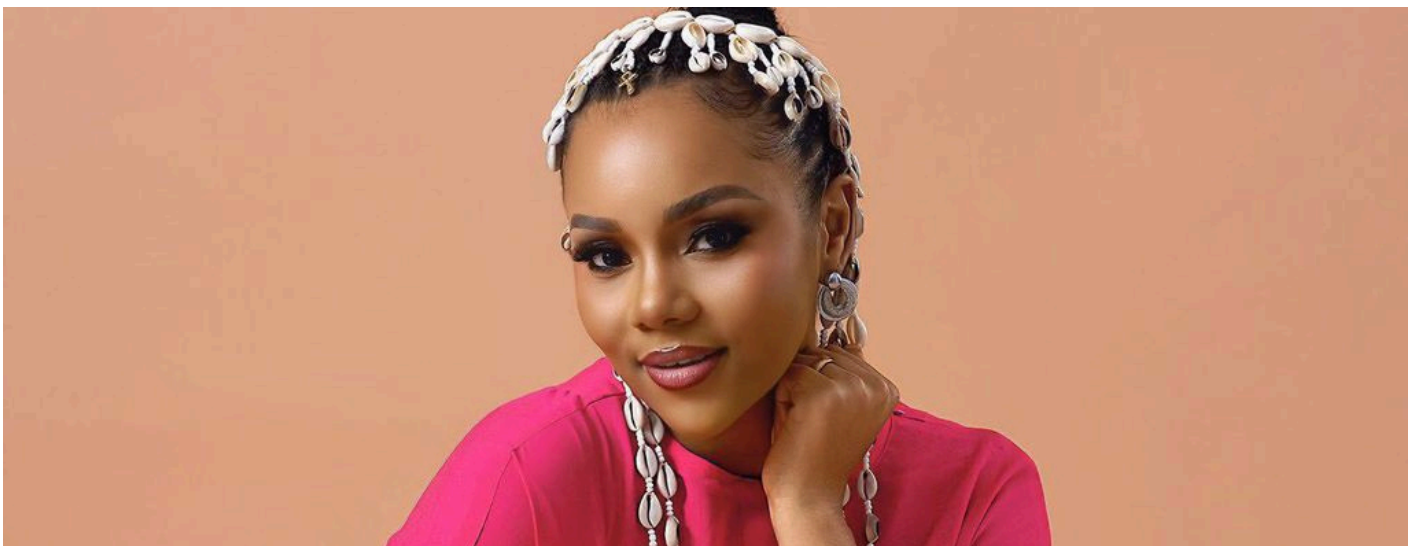
Dans son ouvrage *Voyage au cœur de la vie*, elle racontait son parcours, ses doutes, ses espoirs — transformant la douleur en un message de résilience.

Son retour sur scène et à l'écran, après une phase difficile de traitement, avait été salué comme une victoire symbolique : la preuve que l'espoir demeure même dans les moments les plus sombres.

Hommages et émotion nationale

Depuis l'annonce de sa disparition, les messages de condoléances affluent. Artistes, proches, anonymes : tous saluent la force, la générosité et l'inspiration que représentait Nadiya Sabeh.

« Une femme forte, brave et inspirante », a notamment écrit Safarel Obiang, rendant hommage à celle qui aura marqué tant de vies.



Un héritage qui ne s'éteindra jamais

Nadiya Sabeh laisse derrière elle un héritage précieux : celui d'une battante, d'une femme qui ne renonçait jamais. À travers son témoignage, elle aura contribué à briser le silence autour du cancer du sein, sensibilisant des milliers de personnes, en Côte d'Ivoire comme dans la diaspora.

Ses œuvres — sur scène, à l'écran, en ligne — continueront d'inspirer. Sa lumière survivra dans les souvenirs de ceux qui l'ont aimée, mais aussi dans chaque combat mené pour la vie et pour la dignité des malades.

Aujourd'hui, une étoile s'est éteinte. Mais la trace qu'elle laisse dans le cœur des Ivoiriens continuera de briller, longtemps, très longtemps encore.

AFRIQUE : LE PAPE LÉON XIV ANNONCE UNE TOURNÉE INÉDITE SUR LE CONTINENT EN 2026 — L'ALGÉRIE, LE CAMEROUN ET LA GUINÉE ÉQUATORIALE DANS SON AGENDA



Dans l'avion qui le ramenait de Beyrouth à Rome, le pape Léon XIV a esquissé les contours d'un voyage qui pourrait marquer son pontificat : une tournée africaine en 2026, dont l'un des temps forts serait une visite en Algérie. Évoquée presque discrètement face aux journalistes, l'idée a immédiatement suscité un vif intérêt, tant sa portée symbolique est considérable.

Un retour aux sources augustiniennes

Pour le premier pape américain de l'histoire, l'Algérie n'est pas un choix anodin. Léon XIV, ancien prieur général de l'Ordre de Saint-Augustin, entretient depuis longtemps un lien spirituel profond avec la figure de Saint Augustin. Théologien majeur du christianisme, né à Souk Ahras et devenu évêque d'Hippone — l'actuelle Annaba — il représente pour le pontife une passerelle entre les cultures et les civilisations.

« Saint Augustin est un lien vivant entre des mondes souvent opposés », aime rappeler Léon XIV. Une visite en Algérie, terre natale de l'un des plus grands penseurs de l'Église, serait ainsi un geste à la fois religieux, culturel et mémoriel.

Une tournée africaine en préparation

Selon une source au Vatican, le voyage pourrait également inclure le Cameroun et la Guinée équatoriale. Cette séquence africaine s'inscrirait dans la volonté du pape de renforcer le dialogue interreligieux, notamment entre chrétiens et musulmans, dans un contexte où certaines régions du continent restent marquées par de fortes tensions confessionnelles.

L'Amérique latine... mais pas tout de suite

Si l'Afrique s'impose comme la priorité en 2026, Léon XIV n'abandonne pas pour autant son projet de tournée en Amérique latine, continent qui fut son terrain de mission durant plus de vingt ans. Argentine, Uruguay, Pérou... Autant de destinations envisagées, mais à plus long terme : 2026 ou 2027 au plus tôt, précise-t-il, en raison de l'ampleur organisationnelle d'un tel déplacement.

CAMEROUN : SAMUEL ETO'O LIMOGE LE SÉLECTIONNEUR MARC BRYs À 20 JOURS DE LA CAN

À moins de trois semaines de l'ouverture de la Coupe d'Afrique des Nations (CAN) 2024 au Maroc, la Fédération camerounaise de football (Fecafoot) a créé une surprise... annoncée depuis longtemps. Lundi 1^{er} décembre, elle a confirmé le licenciement de Marc Brys, sélectionneur belge nommé en mai 2024. Un nouvel épisode dans le bras de fer institutionnel qui secoue le football camerounais depuis plusieurs mois.

Un divorce inévitable entre Brys et Eto'o

La relation entre Marc Brys — imposé par le ministère des Sports — et Samuel Eto'o, réélu à la tête de la Fecafoot, n'a jamais trouvé d'apaisement. Dès sa nomination, hors du processus habituel de la fédération, le technicien belge était perçu comme un élément extérieur à l'autorité d'Eto'o.



Ce dernier avait pourtant averti :

« Aucun joueur, aucun entraîneur ne sera plus au-dessus du Cameroun. »

Un message que beaucoup avaient interprété comme une mise en garde directe contre Brys.

Les tensions persistantes entre le ministère et la Fédération ont fini par éclater publiquement. Dans son communiqué, la Fecafoot évoque de « mauvais résultats », mais aussi « de multiples incidents » et « des actes et propos irrévérencieux » pour motiver le licenciement.

Un bilan sportif jugé décevant

Sur le terrain, le Cameroun s'est qualifié pour la CAN, mais sans convaincre : 2^e de son groupe derrière le Cap-Vert lors des qualifications au Mondial, élimination en demi-finales des barrages face à la RDC, un jeu peu fluide et un vestiaire jamais totalement fédéré. n cocktail qui, ajouté aux tensions politiques, a précipité la rupture.

David Pagou pour sauver l'essentiel

Pour éviter la crise totale à l'approche de la CAN, la Fecafoot a nommé David Pagou, 56 ans, ancien adjoint numéro deux de Brys, comme sélectionneur.

Et son premier acte fort ne s'est pas fait attendre : la liste des 28 joueurs retenus marque un tournant générationnel.

Parmi les absents : Vincent Aboubakar (capitaine), Frank Zambo Anguissa (vice-capitaine), André Onana (gardien titulaire)

Un choix audacieux... ou explosif, selon les observateurs



SPORT — LIGUE 1: LE NIGÉRIAN TEREM MOFFI ET L'IVOIRIEN JÉRÉMY BOGA AGRESSÉS PAR DES SUPPORTERS NIÇOIS APRÈS LA NOUVELLE DÉFAITE À LORIENT



La tension est montée d'un cran à Nice. Dans la nuit de dimanche à lundi, au retour de la sixième défaite consécutive de l'OGC Nice sur la pelouse de Lorient (3-1) lors de la 14^e journée de Ligue 1, plusieurs joueurs et dirigeants ont été violemment pris à partie par des supporters en colère devant le centre d'entraînement du club.

Selon plusieurs sources confirmant les informations de L'Équipe et RMC, les attaquants Terem Moffi (Nigeria) et Jérémie Boga (Côte d'Ivoire) ont été agressés physiquement. Jérémie Boga, légèrement blessé, a obtenu cinq jours d'incapacité totale de travail (ITT) et a déposé plainte contre X. Moffi serait lui aussi en ITT. L'UNFP a dénoncé des violences « intolérables » et se réserve le droit de se constituer partie civile.

Environ 400 supporters attendaient le bus de l'équipe, bloquant son passage et allumant des fumigènes pour exprimer leur colère. Le directeur sportif Florian Maurice, déjà fortement critiqué pour le recrutement estival, a été particulièrement pris pour cible et a dû être mis à l'abri par les services de sécurité. L'entraîneur Franck Haise a tenté de calmer la situation en discutant avec les fans, tout en reconnaissant les difficultés traversées par son groupe.

Dans un communiqué, le club azuréen dit « comprendre la frustration liée aux résultats » mais condamne fermement ces débordements, apportant son soutien aux joueurs et membres du staff agressés.

Ces incidents surviennent dans un contexte de crispation croissante autour du public niçois, impliqué ces dernières saisons dans plusieurs affaires, dont un envahissement de terrain contre Marseille en 2022 ou encore des chants et banderoles polémiques.

Actuellement 10^e du championnat, l'OGC Nice tentera de réagir dimanche avec la réception d'Angers.

CÔTE D'IVOIRE : MISS UNIVERS 2025 — RETOUR TRIOMPHAL D'OLIVIA YACÉ À ABIDJAN : « NOTRE VICTOIRE EST CELLE DE LA DIGNITÉ ET DE L'UNITÉ »

Sur le terrain, le Cameroun s'est qualifié pour la CAN, mais sans convaincre : 2^e de son groupe derrière le Cap-Vert lors des qualifications au Mondial, élimination en demi-finales des barrages face à la RDC, un jeu peu fluide et un vestiaire jamais totalement fédéré. n cocktail qui, ajouté aux tensions politiques, a précipité la rupture.

Un accueil populaire grandiose

Dès les premières heures de la journée, plusieurs milliers de personnes se sont massées à l'aéroport Félix Houphouët-Boigny. Chants, danses, vuvuzelas, drapeaux : le parvis s'est transformé en marée humaine célébrant « leur » championne.

Vêtue d'un ensemble blanc, entourée de ses parents Jean-Marc et Yolande Yacé et des responsables du COMICI, Olivia est apparue peu avant 16 heures sous les regards du ministre du Tourisme et des Loisirs, Siandou Fofana, et de la ministre de la Culture et de la Francophonie, Françoise Remarck.

« L'excellence africaine n'a rien à envier au reste du monde »

Face à la foule, Miss Côte d'Ivoire 2021 a prononcé un discours empreint d'émotion et de gratitude.

« Je reviens aujourd'hui avec un cœur rempli de reconnaissance et de fierté », a-t-elle déclaré, saluant la Côte d'Ivoire, l'Afrique et la diaspora pour leur soutien infailible.

Elle a insisté sur la portée de sa participation :

« Nous avons gagné en dignité et en unité. Nous avons montré que l'excellence africaine existe : brillante, ambitieuse, cultivée, et qu'elle n'a rien à envier au reste du monde. »

Olivia Yacé a expliqué sa décision de renoncer à ses distinctions pour rester fidèle à sa conscience, à sa foi et à son pays. Elle a également remercié les millions de soutiens à travers le monde, évoquant « une véritable armure dans les moments d'injustice ».



Une fierté nationale saluée par les autorités

Le ministre Siandou Fofana a rendu hommage à « un parcours exceptionnel » :

« Olivia est une fierté nationale. Au-delà de la compétition, elle renforce la cohésion sociale et incarne un modèle inspirant pour la jeunesse. »

Selon lui, plusieurs hommages officiels sont en préparation pour célébrer cette figure désormais incontournable.

Une figure emblématique pour une génération

En conclusion, Olivia Yacé a lancé un message à tout le continent :

« Il est temps que l'Afrique retrouve pleinement sa place dans le concert des nations. »

Ce retour à Abidjan va bien au-delà d'une simple célébration. Il consacre l'émergence d'une voix forte, porteuse d'une Afrique ambitieuse, confiante et résolument tournée vers l'excellence.



Contactez-nous aujourd'hui

Mian Media

✉ infos@mianmedia.com | ☎ (+225) 27 22 52 15 43 | ☎ (+225) 07 14 13 25 74

- Web TV & Production audiovisuelle
- Podcast & Studio multimédia
- Édition & presse
- Conseil en image
- Publicité & Communication
- Relations publiques
- Consulting média
- Stratégie digitale & Médias sociaux
- Événementiel
- Partenariats & Sponsoring



Suivez-nous sur :



visitez : www.mianmedia.com

Mian Media

Hamaniè

N° 078 - 05/12/2025